



# BILL PALLOT TOMBE DE SON TRÔNE

Le XVIII<sup>e</sup>, pour lui, c'est du passé ! Trente ans de sa vie qui se sont terminés par quatre mois de prison préventive. En attente du procès. Car le fameux expert qui faisait autorité sur l'époque la plus réputée de l'ebénisterie française n'a pas résisté à l'attrait de l'argent facile. En association avec la star des ébénistes, il a reconnu avoir commandé des contrefaçons, vendues à prix d'or à de riches particuliers, mais aussi à des musées et même au château de Versailles. Du si beau travail qu'il en serait presque fier. Mais l'affaire jette une lumière crue sur des pratiques indélicates. Aujourd'hui, des marchands réputés font face aux enquêteurs. Et des amateurs en appellent à la justice. Une révolte ? Non, monsieur l'antiquaire... une révolution.



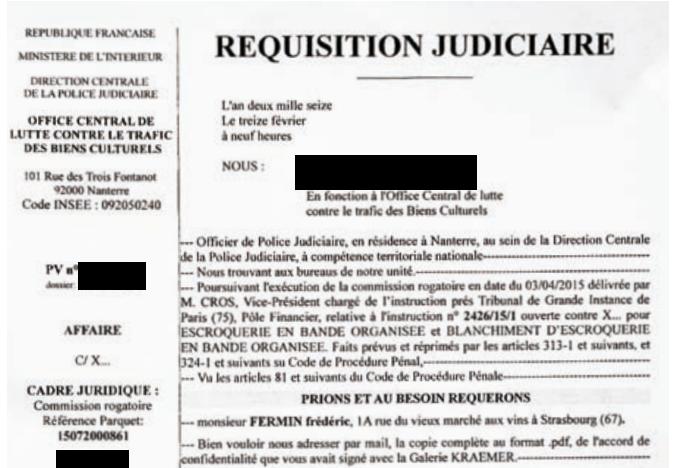
IL CONNAISSAIT MIEUX  
QUE PERSONNE LE STYLE  
XVIII<sup>e</sup>. UNE CULTURE QUI LUI  
A PERMIS DE VENDRE À  
VERSAILLES DE FAUX SIÈGES  
DE MARIE-ANTOINETTE

*Bill Pallot dans son salon, au milieu de ses collections. Dans ses mains, la bible des antiquaires, l'ouvrage de référence qu'il a signé à 23 ans.*

PHOTOS BAPTISTE GIROUDON



Paire d'encoignures Louis XV en laque verte de Dubois, achetée en 2007 sur les conseils d'experts. « Seule la caisse nue était d'époque. La laque et les bronzes étaient faux ! » affirme Frédéric Fermin. Ci-dessous, réquisition de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels.



## ABUSÉ, LE KINÉ ESTHÈTE SE VENGE ET DEVIENT PROCUREUR DU MILIEU DE L'ART

Il rêvait d'une vie de château. Ce sera un château... en Espagne. Car Frédéric Fermin, kiné à Strasbourg, est victime de spécialistes peu scrupuleux. « L'arnaque aux particuliers ne gêne pas grand-monde ! Il a fallu que Versailles compte au nombre des victimes pour que ces pratiques soient enfin médiatisées ! » explique ce passionné de meubles d'époque. On veut bien le rembourser pour l'achat d'un faux, mais contre la signature d'une clause de confidentialité qui va permettre de remettre l'objet du litige en vente... Aujourd'hui, il est en procès avec une grande maison de ventes. On se dispute pour savoir à partir de quel niveau de restauration l'*« intégrité »* d'un meuble ancien est mise en cause. Le genre de détails qui permet avec une seule commode, parfois, d'en faire deux.



**A Versailles, l'époque du soupçon**  
« Sur la foi des plus grands experts, le château considère que ces meubles sont bons, sauf preuve contraire », rappelait l'ancienne directrice, Béatrix Saule. Sur les 12 000 pièces du mobilier, quatre ensembles poseraient problème. En font partie ces quatre chaises (à g.), qui appartiendraient à une série de treize, livrées en 1769 pour le salon de compagnie de l'appartement de Mme Du Barry ; elles ont été achetées en 2008 à la galerie Kraemer. Et la dernière (ci-contre) signée Jacob, achetée chez Sotheby's en 2011 pour orner le cabinet de la Mérienne, au premier étage.

# PALLOT SERAIT TOUJOURS LE MADOFF DU MILIEU SI UN CHAUFFEUR-LIVREUR N'AVAIT ATTIRÉ L'ATTENTION EN ACHEvant CINQ APPARTEMENTS AU PORTUGAL

PAR JACQUES DUPLESSY

**F**autes comme tout le monde, appelez-moi "le Père La Chaise", dit-il en souriant. Il n'y a pas si longtemps, Bill Pallot était l'expert incontesté des sièges XVIII<sup>e</sup>, titre qu'il affiche encore sur ses cartes de visite. Mais le Père La Chaise, du nom du confesseur de Louis XIV, est tombé de son trône. Son 14 juillet ? Le 7 juin 2016, jour où il est placé en garde à vue. Il arrive à la maison d'arrêt d'Osny dans son habituel costume trois-pièces. « Hé, M'sieur, on vous a serré à la sortie d'un mariage ? » s'étonne un détenu. Bill Pallot a avoué avoir fait fabriquer des faux, dont certains ont terminé au château de Versailles. Il va pouvoir enquêter sur le mobilier... des cellules. Il y fera quatre mois de préventive. « J'ai décidé de vivre ça comme une expérience. J'ai choisi de tout faire, promenade, atelier. J'ai rencontré un genre de personnes que je n'avais jamais croisées de ma vie. » Bill Pallot a de l'humour. C'est utile, dans son cas. Presque autant que les connaissances. « Il est le Bernard Madoff de l'art ; Madoff aussi a été le numéro un dans son métier », déclare un expert.



Le cartel au cœur de la querelle.

Le collectionneur strasbourgeois l'avait acheté comme une œuvre de Boulle.

Il a été remboursé, mais en échange du secret.

la paire de chaises dites «du Belvédère». Proposées au château pour la coquette somme de 4 millions d'euros par la galerie Kraemer, elles en repartent avec l'estampille «trésor national» qui, désormais, les empêche de quitter le pays. On peut ainsi les présenter au cheikh Al-Thani qui aménage son hôtel particulier à Paris, l'hôtel Lambert, le joyau de l'île Saint-Louis. L'ancien émir du Qatar fait baisser le prix à 2 millions... Ce qui n'interdit pas la prudence. Il demande une expertise à un ébéniste de renom, qui est formel : le trésor national est authentiquement faux ! Et la galerie Kraemer rembourse. C'est assez rare pour que, dans le milieu, on s'étonne : «Auraient-ils eu des doutes ? »

L'ébéniste Desnoues fait des prouesses : fabrication de A à Z, maquillage... Comme pour cette paire de ployants (tabourets pliants) signés Foliot, mais entièrement fabriqués dans les années 1950, vendue à Versailles 380 000 euros en 2012. La petite entreprise est rentable. Ainsi, le coût de fabrication des chaises de la Du Barry est estimé à un peu plus de 50 000 euros pièce. La première est vendue à Guillaume Dillée, dernier représentant d'une dynastie d'experts, entre 60 000 et 80 000 euros. Puis surgit la paire, forcément plus chère : 200 000 euros, à la galerie Kraemer. Pourquoi ne pas avoir fait deux paires ? Pallot explique : «On sait, d'après les documents d'époque, qu'il y avait treize chaises. Il n'en restait que trois à trouver. » Il ne faut pas le prendre pour un imbécile ! D'ailleurs, il confesse s'être d'abord pris à «un jeu intellectuel [...], pour voir si ça passerait». Mais un jeu rémunérateur, qui lui permet d'apparaître dans les «Panama Papers» comme un habitué de l'évasion fiscale.

Dès 2012, Charles Hooreman, antiquaire de 40 ans, son ancien élève à la Sorbonne, sonne l'alarme. «Bill était mon mentor, on avait de très bonnes relations. [...] Les faux, il y avait eu des rumeurs, mais je n'y prêtai pas attention... Dans ce milieu, tout le monde se tire dans les pattes. Mais un jour de mai 2012, je me rends à l'improviste à la galerie Aaron. Bill n'était pas là. J'y examine une paire de ployants du XVIII<sup>e</sup>. Tous les signaux étaient cohérents pour dire que c'étaient des faux. J'ai averti Bill deux jours plus tard. Il m'a baratiné avec un aplomb incroyable. J'étais déçu que mon mentor soit un faussaire. » Trois mois plus tard, Hooreman apprend que les tabourets sont achetés 380 000 euros par Versailles : «C'était l'argent de nos impôts ! S'en prendre à Versailles en y mettant des faux m'était insupportable. »

Il adresse donc un courriel à Gérard Mabille, conservateur en chef, ainsi qu'à trois conservateurs du château. Entre septembre 2012 et janvier 2016, une quarantaine de messages sont envoyés, qui ne convainquent personne. Selon Hooreman, Béatrix Saule, la directrice du musée, n'a qu'un seul objectif : le dissuader de parler aux médias. Pourtant, Mabille a fait suivre les courriels à Pallot, qui menace de poursuites en diffamation alors que de nouveaux experts confirment l'authenticité. «Versailles voulait surtout éviter un scandale», déplore Hooreman. Pallot avait fait des faux avant de s'associer avec Desnoues, mais ce n'était pas des sièges royaux. Ceux qu'il faisait depuis plus de vingt ans étaient faciles à détecter, le faussaire était moins doué. » Un professionnel explique : « Il achetait une chaise, il en faisait six ; une commode, il en faisait deux. C'était de l'industrie à notre

échelle. » Les faux, ce n'est pas d'aujourd'hui. La nouveauté, c'est que le faussaire a avoué. Ce qui en énerve plus d'un : «La défense des galeries et des experts, c'est que ce n'était pas décelable ! Autant dire qu'on ne peut pas savoir ce qui est vrai et ce qui est faux ! Cela détruit tout le marché. C'est n'importe quoi ! »



Dans l'hôtel particulier parisien qui lui sert d'appartement et de galerie, Charles Hooreman, un des snipers de la guerre contre le faux.

mais en échange d'une clause de confidentialité. Après quoi, elle remet la pendule en vente. « Cette clause était abusive, tempête le kiné, car elle permettait de trouver un autre pigeon. » Fermin est poursuivi en diffamation par Kraemer. Il est en procès avec Christie's pour un cartonnier Louis XV, acheté 32 000 euros en 2008. « Des interventions lourdes portent atteinte à l'intégrité du meuble », établit un expert trois ans plus tard. Mais Christie's refuse de rembourser. Et Fermin tient bon. Il surveille les ventes, dénonce les faux auprès de l'OCBC. Et nous explique comment des meubles rejetés voyagent dans toute l'Europe pour se refaire une virginité. Il prépare un livre explosif et un site Internet, Les coulisses de l'art, pour recenser les faux et conseiller les victimes.

« Versailles voulait surtout éviter le scandale », déplore l'antiquaire Charles Hooreman

« Le problème est que les conseillers ne valent pas mieux que les vendeurs, déplore un connaisseur. Il y a des expertises de complaisance. Une assurance professionnelle coûte 400 euros par an pour une couverture à hauteur de 2 millions d'euros. Ce n'est pas cher pour une impunité ! C'est dangereux pour un acheteur d'aller seul en vente publique. » Frédéric Castaing, président de la Compagnie nationale des experts (CNE), s'inquiète : « Le marché de l'art connaît des bouleversements fantastiques. Les sommes mises en jeu ont explosé. Et les experts sont au centre de la tourmente. Nous avons suspendu ou exclu ceux mis en cause dans ces affaires. »

« Le dossier n'avance pas, regrette M<sup>e</sup> Beer, l'avocat de la CNE. La justice et la police ont trop peu de moyens, les conséquences sont désastreuses pour le marché de l'art. »

Et si l'il n'y avait que le XVIII<sup>e</sup> ! Art déco, années 1950, là aussi des filières sont mises au jour. Bill Pallot se dit prêt à repartir de zéro dans la vente d'objets d'art. Dans son appartement près de l'Alma s'accumulent les têtes de crocodile, les masques nô et même les crânes. « Poussière, tu retourneras à la poussière. » A 53 ans, Pallot sait que la vie est faite de hauts et de bas. ■